



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Entretien et conduite des installations de
chauffage, de ventilation, de climatisation
et de plomberie pour le site de l'ESGT -
Cnam (Le Mans)**

CCAP N° M25-007

Conservatoire national des arts et métiers

292 Rue Saint Martin
75141 PARIS CEDEX 03

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du marché	3
1.1 - Objet du marché	3
1.2 – Décomposition du marché	3
1.3 – Clause de réexamen	3
1.4 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3- Durée et forme du marché	4
3.1 - Durée du marché.....	4
3.2 – Forme du marché	4
4 – Prix.....	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
4.2 - Modalités de variation des prix.....	5
4.3 – Clause de sauvegarde.....	6
4.4 – Suspension.....	6
5 - Garanties Financières	6
6 – Avance	7
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
6.2 - Garanties financières de l'avance	7
7 - Modalités de règlement des comptes.....	7
7.1 – Partie forfaitaire	7
7.2 – Partie unitaire	7
7.3 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
7.4 - Présentation des demandes de paiement	8
7.5 - Délai global de paiement.....	8
7.6 - Paiement des cotraitants.....	8
7.7 - Paiement des sous-traitants	8
8 - Conditions d'exécution des prestations	8
8.1 – Généralités	9
8.2 – Suivi du marché.....	10
8.3 – Qualification du personnel	10
8.4 – Conditions d'exécution des prestations	10
9 - Constatation de l'exécution des prestations et réception	11
9.1 – Vérifications et réception	11
9.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet	11
10 - Garantie des prestations	11
11 – Pénalités	11
11.1 - Pénalités applicables.....	12
11.2 – Autres pénalités spécifiques	13
11.3 – Autres pénalités spécifiques	13
12 - Assurances	13
13 - Résiliation du marché.....	13
13.1 - Conditions de résiliation	13
13.2 – Résiliation anticipée.....	14
13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
14 - Règlement des litiges.....	14
15 – Dérogations	15

Préambule

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Doté du statut de grand établissement d'enseignement supérieur et de recherche au sens de l'article L. 717-1 du Code de l'éducation, il est placé sous la tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

1 - Dispositions générales du marché

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'entretien et la conduite des installations de chauffage, de ventilation, de climatisation et de plomberie pour le site de l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs Géomètres et Topographes (ESGT) du Cnam au Mans.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes décrivent en détail les prestations à exécuter.

Lieu d'exécution :

- ESGT Le Mans 1, Boulevard Pythagore 72000 Le Mans

Les bâtiments sont pour l'essentiel des ERP de type R. Les interventions se feront en site occupé, dans un ensemble accueillant des activités d'enseignement et de recherche.

1.2 – Décomposition du marché

Le présent marché est composé d'un lot unique

La décomposition en lots séparés ne se justifie pas, dans le présent marché.

Les prestations, objet du marché, constituent une unité technique et fonctionnelle. Afin d'assurer une exécution efficace des prestations, et compte-tenu de leur spécificité, elles doivent être homogènes.

La décomposition en lots entraînerait un découpage artificiel des prestations, et, en outre, rendrait l'exécution de l'accord-cadre difficile techniquement, et, par conséquent, plus coûteuse. L'absence d'allotissement permet également la réalisation d'économies d'échelle (TA Paris, ord., 22 mars 2010, n°10-03599, Société Idex Energie). La dévolution en lots séparés ne se justifie donc pas, dans le cadre du présent marché et est de nature, dans ce cas particulier, à rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 du CCP.

Le contenu et l'étendue des prestations sont définis dans les pièces du présent marché.

1.3 – Clause de réexamen

Le présent contrat pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP.

Le Cnam et le prestataire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative impérative ou des autorités publiques, ou éventuellement jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire. Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à l'accepter, dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.
- En cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public afin de permettre sa bonne exécution, en particulier, mais pas uniquement, en cas de modification du périmètre géographique du marché.
- En cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise

en concurrence. A ce titre, des modifications pourront être faites dans conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de travaux supplémentaires.

Les parties s'engagent à négocier de bonne foi. En cas de désaccord persistant, les présentes stipulations continueront à s'appliquer et le Cnam conservera la possibilité de recourir à un autre prestataire, dans les conditions du présent CCAP.

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Sur le fondement de l'article R2122-7 (marché négocié de prestations similaires) du CCP, le Cnam se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'offre technique du titulaire
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3- Durée et forme du marché

3.1 - Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable trois (3) fois, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R2112-4 du CCP, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le contrat sera reconduit automatiquement. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le contrat, par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception, deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat.

Il prend effet à sa date de notification.

3.2 – Forme du marché

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande, sans minimum avec un montant maximum de prestations fixé à 130 000 € HT passé en application des articles L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du CCP.

4 – Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et par des prix unitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement, auquel sont annexés la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU).

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

Les prix du marché sont établis hors TVA et comprennent l'ensemble des dépenses listées à l'article 10.1 du CCAG FCS.

Le taux de T.V.A est celui en vigueur au jour de la signature du marché. Il sera tenu compte des augmentations ou diminutions réglementaires, de même que des créations ou suppressions de taxes survenant pendant la durée d'exécution du marché.

Les frais de manutention et de transport qui naissent d'un ajournement ou du rejet d'une prestation seront à la charge du titulaire.

a) Partie forfaitaire :

Les prestations indiquées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement, sont réglés par un prix forfaitaire.

Le titulaire est dans l'obligation d'exécuter toutes les prestations listées au CCTP sans supplément de prix. Le forfait est réputé comprendre tous les travaux nécessaires à la complète exécution des prestations, qu'ils soient décrits ou non dans les pièces contractuelles.

b) Partie sur bordereau de prix unitaires :

Les travaux courants sont réglés par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter. Les conditions souscrites par le titulaire tiennent compte des petits et grands déplacements éventuels, de la plus-value découlant des travaux exécutés à la lumière artificielle ainsi que des sujétions de bâchage, échafaudage, percements, trous et scellements ordonnés par le Cnam.

Prix des prestations ne figurant pas au bordereau des prix :

Les devis complémentaires ne peuvent donner lieu à présentation d'offres supérieures à 3 % au prix moyen du marché économique (c'est-à-dire la moyenne des prix constatés par le pôle de valorisation du patrimoine immobilier du Cnam auprès d'autres opérateurs économiques), auquel cas le Cnam se réserve la possibilité de commander auprès d'un autre prestataire.

Elles pourront être réglées comme suit :

Main d'œuvre : cumul des heures indiquées sur les bons d'intervention x taux horaire indiqué au bordereau des prix unitaires. Ce taux horaire comprend toutes taxes et charges.

Fournitures : prix d'achat des fournitures utilisées x coefficient indiqué au bordereau des prix unitaires.

En cas de travaux urgents, dûment constatés par le pouvoir adjudicateur, le titulaire pourra intervenir sur demande écrite du pôle de valorisation du patrimoine immobilier après présentation et acceptation écrite d'une proposition financière préalable.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de juin 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application aux prix du marché d'un coefficient P donné par la formule suivante :

Prix forfaitaires :

$$P = P_o * [0,125 + 0,875 * (0,85 * (ICHTrev-TS / ICHTrev-TSo) + 0,15 * (FSD2 / FSD2o))]$$

Dans laquelle :

P est le prix révisé,

Po est le prix indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois 0 ».

ICHTrev-TS est l'indice du coût horaire du travail révisé (Salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail), tous salariés, activités spécialisées, scientifiques et techniques - (Base 100 en décembre 2008) - Indice mensuel publié chaque trimestre (sur le site de l'INSEE).

ICHTrev-TSo = même index en vigueur pour le « mois 0 »

FSD2 = indice frais et services divers – catégorie 2 (publié au journal Le Moniteur)

FSD2o = même indice en vigueur pour le « mois 0 »

Prix selon bordereau de prix unitaires :

$P = P_o * [0,125 + 0,875 * (0,40 * (BT38 / BTo38) + 0,40 * (BT40 / BTo40) + 0,20 * (BT41 / BTo41))]$
Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix initial au mois Mo

BT38 est l'index du bâtiment – Plomberie sanitaire (y compris appareils) (Base 100 en 2010) – Identifiant 0017100972 - dernier indice connu publié à la date anniversaire de la notification du marché

Bto38 = même index en vigueur pour le « mois 0 »

BT40 = index du bâtiment applicable aux travaux de Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) (Base 100 en 2010) – Identifiant 0017100973 - dernier indice connu publié à la date anniversaire de la notification du marché

Bto40 = même index en vigueur pour le « mois 0 »

BT41 = index du bâtiment de France entière applicable aux travaux de Ventilation et conditionnement d'air (Base 100 en 2010) – Identifiant 0017100974 - dernier indice connu publié à la date anniversaire de la notification du marché

Bto41 = même index en vigueur pour le « mois 0 »

Pour l'ensemble des formules, les indices sont consultables sur le site de l'INSEE ou au Moniteur des Travaux publics.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Si l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier indice publié.

Une fois l'indice requis publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

En cas de suppression pure et simple de(s) indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties. A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

4.3 – Clause de sauvegarde

Les prix du marché ne pourront pas subir une augmentation de plus de 3% l'an, sauf dispositions législatives ou réglementaires. Si la révision aboutit à une majoration de plus de 3% des prix du marché, les parties s'engagent à négocier en application de l'article 1.3 du présent CCAP afin de trouver un accord.

En cas de désaccord persistant, le Cnam pourra résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

4.4 – Suspension

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation ou de remplacement pendant la durée du contrat, le client pourra demander au prestataire de suspendre l'exécution des prestations de maintenance devenues alors sans objet. Les opérations de maintenance non exécutées ne seront pas facturées.

Dans le cas où une installation serait soumise à une interruption d'exploitation supérieure à 15 jours, quelle que soit la nature et la raison de l'arrêt, la facturation des prestations de maintenance sera suspendue dès le premier jour de cet arrêt. L'entreprise intégrera d'elle-même ces suspensions de facturation sur les factures du mois suivant au prorata du nombre des jours d'arrêt.

5 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5.0 % des montant initiaux des bons de commande des prestations de travaux sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Aucune facture ne doit être émise ou faire apparaître l'application ou la libération des retenues de garantie.

Pour la libération de la retenue de garantie, seule une demande par mail comportant le procès-verbal de réception sans réserve signé par toutes les parties sera acceptée après la réception des travaux. La retenue de garantie est soumise aux dispositions des articles R2191-32 à R2191-35 du CCP.

6 – Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Pour le versement d'une avance, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS est retenue.

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-12 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

A l'exception des prestations urgentes dûment spécifiées comme telles par le pouvoir adjudicateur, aucune prestation ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant du Cnam. Dans le cas où la prestation serait exécutée par le titulaire malgré l'absence de bon de commande, la prestation ne sera pas payée, et ce, sans aucune possibilité de recours pour le titulaire contre le Cnam.

7.1 – Partie forfaitaire

Les prestations forfaitaires sont réglées à terme échu, trimestriellement, et sur présentation d'une facture, dans la limite du forfait porté à l'acte d'engagement, en application des stipulations de l'article 4.1 du présent CCAP.

Conformément aux stipulations de l'article 1.3 du présent CCAP, des prestations récurrentes qui n'auraient pas été prévues initialement pourront être intégrées dans la DPGF. Cette modification ne pourra néanmoins avoir pour effet de bouleverser l'économie générale du marché.

7.2 – Partie unitaire

Les prestations non incluses dans le forfait sont réglées par application des prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement, conformément aux stipulations de l'article 4.1 du présent CCAP. Les bons de commande précisent la nature des travaux à réaliser, les quantités à exécuter et le délai à respecter (application de prix horaire de la main d'œuvre horaire normal ou de nuit). Les conditions souscrites par le titulaire tiennent compte des déplacements éventuels.

L'acte d'engagement et les actes spéciaux qui lui sont annexés indiquent ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, le cas échéant.

7.3 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures sont toutes adressées :

- **Sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :**
<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées au CNAM, devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le CNAM en tant que destinataire de la facture : 197 534 712 00017
- Le centre financier 4DGS12 qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

7.4 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

7.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.6 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

7.7 - Paiement des sous-traitants

Pour le paiement des sous-traitants, le titulaire transmet au Cnam, en même temps que sa propre facture, la demande de paiement du sous-traitant, revêtue de son acceptation. Les modalités de règlement des comptes sont celles décrites à l'article 7.

La demande de paiement du sous-traitant peut tenir compte d'une clause de révision ou d'actualisation de prix, prévue au contrat de sous-traitance et précisée dans l'acte spécial.

8 - Conditions d'exécution des prestations

ATTENTION : L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser en site occupé et en exploitation et qu'il est prévu un phasage de travaux compatible avec la continuité d'exploitation de l'établissement.

Par ailleurs, une attention particulière devra être portée sur le fait que les travaux seront effectués dans un contexte où la présence de plomb est probable.

Chaque entrepreneur doit impérativement faire respecter à son personnel les prescriptions techniques et environnementales définies dans les documents techniques du marché et notamment dans le Plan Général de Coordination (PGC).

En outre, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors de des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques,
- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait de la présence de plomb lors de l'exécution de certains travaux lors des opérations,
- L'exploitation normale du domaine public et des services publics,
- L'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux riverains, aux agents du Cnam et aux visiteurs, pendant la durée de l'opération toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur technique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.),
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, etc.),
- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois,
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers,
- État défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations,
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

8.1 – Généralités

Le titulaire s'engage à désigner une personne chargée de suivre le marché (interlocuteur unique). En cas d'empêchement ou de remplacement du responsable en cours de marché, le titulaire en avisera sans délai le Cnam et lui indiquera ses coordonnées.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Il doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences des intervenants chargés des différentes actions de la prestation. Il doit veiller au bon avancement des prestations. Il doit alerter le Cnam de tout risque qui peut conduire soit à un retard dans le déroulement de la prestation, soit à une dégradation de la qualité de la prestation.

Au titre de cette obligation, il est tenu :

- De se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs ;
- De maintenir en tout temps un nombre suffisant de personnels sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant ;
- D'avoir toujours en suffisance tous les matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, le Cnam peut mettre en demeure le titulaire, sous peine de résiliation du marché, de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier au retard constaté.

8.2 – Suivi du marché

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la conformité de la prestation avec les prescriptions techniques.

A chaque date d'anniversaire du marché, le titulaire fournira au service des achats un document récapitulatif des prestations effectuées.

8.3 – Qualification du personnel

Le titulaire fournit au Cnam la liste nominative du personnel participant à l'exécution de la prestation, en y précisant les titres et qualifications de chacun. Le Cnam refusera les agents n'apparaissant pas sur la liste.

8.4 – Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire exécute les prestations selon les prescriptions du CCTP.

8.4.1. Mesures d'ordre social

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des prix unitaires de bordereau.

8.4.2. Conditions particulières d'exécution

a) Fonctionnement des services :

Le titulaire supporte, sans pouvoir demander aucune indemnité, les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou l'exploitation du site dans lequel s'effectuent les prestations, et prend à sa charge toutes les mesures qui lui sont prescrites pour ne pas gêner les services.

b) Confidentialité :

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Le titulaire est tenu, d'une façon générale, à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché ; il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord du Cnam.

Par ailleurs, le Cnam pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Il s'engage à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants.

Le Cnam s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire que le Cnam recevrait de celui-ci.

c) Moyens mis en œuvre

Le titulaire doit apporter la plus grande diligence dans l'exécution des prestations.

Il conviendra pour le titulaire :

- de se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs (liste nominative du personnel susceptible d'effectuer les prestations),
- de maintenir en tout temps un effectif suffisant de personnel sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- d'avoir toujours en suffisance tous les matériels, fournitures, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

La surveillance doit obligatoirement être assurée pendant la période de fonctionnement des installations selon la fréquence prévue dans l'offre du Titulaire. La surveillance des chaufferies, sous-stations et organes de distribution jusqu'aux terminaux inclus sera assurée régulièrement par une personne qualifiée.

Il ne peut, sans autorisation du Cnam, détourner pour un autre client aucun personnel, ni aucune partie des matériels et fournitures.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, le Cnam peut mettre en demeure le titulaire :

- d'augmenter l'effectif du personnel employé par lui pour la prestation,
- d'affecter à la prestation du matériel et des fournitures supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

d) Lutte contre le travail dissimulé :

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Cnam et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

9 - Constatation de l'exécution des prestations et réception

9.1 – Vérifications et réception

Les opérations de vérification se dérouleront conformément aux stipulations des articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Le délai maximal dans lequel le Cnam procède aux opérations de vérification est fixé à 15 jours à compter de la date à partir de laquelle le titulaire a avisé le pouvoir adjudicateur qu'il pouvait effectuer ces vérifications.

9.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

Le pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS.

10 - Garantie des prestations

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux, sont d'une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des travaux (article 33 du CCAG- FCS) ;
- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert ;
- 2 ans pour la garantie des vices cachés (articles 1641 à 1649 du code civil) ;
- 10 ans pour la garantie de solidité des ouvrages (articles 1792 et 2270 du code civil).

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

11 – Pénalités

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Les retards et manquements sont appréciés indépendamment des autres. Il ne peut être appliqué de pénalité si le retard est imputable au Cnam.

Les délais d'exécution sont décomptés selon le planning d'intervention prévu avec l'ESGT. Pour les autres prestations, les délais d'exécution sont décomptés selon les délais indiqués dans chaque bon de commande.

Les pénalités sont déduites du montant hors taxe dû au titulaire, la fixation de leur montant déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Elles sont cumulables entre elles et sont appliquées sans mise en demeure préalable puis déduites de la ou des factures soumises aux paiements.

Par dérogation au 14.1.3 du CCAG- FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.

11.1 - Pénalités applicables

LIBELLÉ	Montant des pénalités en € HT
Intervention dangereuse, non conforme ; intervention non autorisée par le Cnam	500 par constat
Non-respect des consignes d'utilisation ou des consignes définies par le Cnam	300 par constat
Non maintien des performances ou qualités d'origine des équipements selon les prescriptions du présent document	100 par constat et 100 par jour calendaire Avant retour à une situation conforme
Non-respect du Planning de maintenance	100 par opération et par jour calendaire de retard après la date prévue
Non-respect des températures, hygrométrie, pression dans les locaux	300 par constat
Non-respect des délais d'intervention, astreinte et de remise en état provisoire	50 par heure de retard
Non-respect des délais de remise en état définitive	200 par jour de retard
Absence à une réunion, contrôle ou convocation	300 par absence
Non remise des rapports ou bons d'intervention correspondant à des opérations de maintenance réglementaire ou à des prestations spécifiques	100 par constat
Non résolution des réserves forfaitaires émises par un bureau de contrôle	100 par non résolution des réserves
Non remise de document ou intervention demandée par le CNAM (rapport d'état, étude, devis, préconisation, etc.)	100 par constat
Non mise à jour de document après toute intervention	100 par constat
Absence d'assistance lors de contrôles et vérifications périodiques y compris commissions périodiques réglementaires	100 par constat
Non-respect des rondes journalières et hebdomadaires	100 par constat
Non remise de document, de rapport, de compte rendu, de devis et non mise à jour de document	50 par document et par jour calendaire de retard
Non remise des documents d'exploitation (main courante, livret de chaufferie, carnet sanitaire)	50 par document et par jour calendaire de retard
Non remise des rapports d'exploitation	50 par document et par jour calendaire de retard
Non remise des documents en clôture du marché	10% du prix global et forfaitaire annuel du marché
Non remise des certificats de formation	100 par document et par personne concernée
Non-respect des consignes du plan de prévention (consignation, absence EPI, ...)	250 par remarque
Perte ou destruction de clés	Coût de remplacement de l'appareil et coût de modifications rendues nécessaires par cette perte
Local ou équipement en mauvais état ou non propre	100 par remarque

Non remise de BSD (Bordereau suivi des déchets)	100 par document non remis
Non traitement des réserves émises par le bureau de contrôle	50 par jour calendaire de retard
Non-respect des engagements établi au mémoire technique	200 par constat et par jour calendaire
Non-respect des moyens humains minimaux	200 par personne et par heure d'absence
Non traitement d'une action suite à un constat	200 par constat et par jour calendaire
Phase de recouvrement	50 par livrable attendu et par jour calendaire
Prise en charge	50 par livrable attendu et par jour calendaire
Non-respect des taux de maintenance réglementaire et préventive	200 par pourcentage au-dessous du seuil

11.2 – Autres pénalités spécifiques

a) Travail dissimulé : tout cocontractant qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail peut se voir infliger des pénalités. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 en cas d'absence de régularisation ou d'absence de réponse.

b) Vie sociale de la société : du simple fait de la constatation par le Cnam que le titulaire n'a pas prévenu d'une modification de sa vie sociale, le titulaire encourt une pénalité de 75 € par manquement et le remboursement des frais postaux impliqués.

En cas de récidive, cette pénalité est portée à 150 € par manquement.

11.3 – Autres pénalités spécifiques

Si le titulaire ne respecte pas les règles portant sur la sécurité et la santé des travailleurs, le Cnam appliquera une pénalité forfaitaire définitive de 500,00 € HT par jour et par infraction constatée.

En cas d'arrêt de chantier dû à des carences de l'entrepreneur en matière de sécurité, d'hygiène et de signalisation, les conséquences de délai et les conséquences financières en résultant seront à la seule charge de l'entreprise.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

_ une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;

_ une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;

_ une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

13 - Résiliation du marché

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 43 du CCAG-FCS, et aux articles 8.1 et 8.4 du présent CCAP.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-4 du CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de non-respect des obligations relatives à la sécurité, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 – Résiliation anticipée

Le Cnam pourra mettre fin au contrat, sans versement d'indemnité au profit du titulaire, pour tout motif légitime et/ou en cas de force majeure.

En particulier, le Cnam pourra mettre fin au contrat en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations si, après deux mises en demeure, et alors même que le titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par le Cnam une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations.

Dans tous les cas, cette rupture anticipée prendra effet dès réception par le titulaire de la notification qui lui en sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Cnam devra régler au titulaire l'ensemble des factures correspondant à ses prestations d'ores et déjà engagées quel que soit leur état d'avancement.

En outre, en cas de défaillance du titulaire de son seul fait, le Cnam fera procéder à l'exécution des prestations prévues au marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Il devra fournir toutes les informations nécessaires au tiers pour la bonne exécution de la prestation.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

13.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire doit avertir le Cnam de toutes évolutions concernant sa vie sociale (changement de dirigeant, changement d'adresse du siège social, transformation de la société, redressement et liquidation judiciaire, etc.), retranscrites au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et/ou donnant lieu à une publication dans un journal d'annonces légales et/ou au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC).

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles L2197-1 à L.2197-7 et R2197-1 à R2197-25 du CCP). Ce dernier peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Il recherche les éléments de fait et de droit, en vue d'une solution amiable.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télé doc 353
75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Télécopieur : 01.44.97.06.46
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas d'échec d'une procédure amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Paris qui est seul compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Paris,
7 rue de Jouy, 75181 PARIS Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopieur : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta@juradm.fr
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

15 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.